



FACTSHEET 2026

Mines : utilisation, contamination et dommages causés aux civils en Ukraine

Mars 2026



Acronymes

Mines AP	Mines antipersonnel
Mines AV	Mines antivéhicule
CCW	Convention sur certaines armes classiques
REG	Restes explosifs de guerre
F-1	Fragmentation grenade, model 1
HI	Handicap International – Humanity & Inclusion
HMA	Humanitarian Mine Action - Action Humanitaire contre les Mines
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OMS	Organisation mondiale de la santé
PMN-4	Mine antipersonnel activée par pression, qui explose lorsqu'on marche dessus
POM-2	Mine antipersonnel dispersable, déployée à distance
PTM-3	Mine anti-véhicule conçue pour neutraliser ou détruire des véhicules
PTM-4	Variante plus récente de mine anti-véhicule visant les véhicules
RDNA5	Cinquième évaluation rapide des dommages et des besoins
RGD-5	Grenade à main à fragmentation, largement utilisée dans les arsenaux soviétiques/russes
RGN	Grenade offensive conçue pour le combat rapproché
UANMAC	Centre ukrainien de lutte antimines

La présence et l'utilisation de mines terrestres constituent l'un des défis les plus graves auxquels l'Ukraine est confrontée à la suite de l'invasion à grande échelle par la Fédération de Russie et du conflit en cours. Presque toutes les zones nouvellement accessibles contiennent de nombreux engins explosifs, allant de mines antipersonnel modernes à des modèles de l'ère soviétique ainsi qu'à des engins improvisés. Selon les données officielles du gouvernement ukrainien, environ 132 076 km² du territoire restent potentiellement dangereux, soit presque un quart de la superficie du pays. Cela fait de l'Ukraine l'un des pays les plus contaminés au monde. L'ampleur du problème est sans précédent : les mines et les restes explosifs de guerre bloquent l'accès aux logements, aux écoles, aux établissements de santé ainsi qu'aux terres agricoles, avec des conséquences critiques sur la sécurité alimentaire et la reprise économique. Pour la population civile qui cherche à revenir dans les zones nouvellement accessibles, le risque d'explosion demeure une menace quotidienne et, pour l'État, un défi de long terme nécessitant des efforts systématiques et massifs de déminage humanitaire.

L'une des conséquences les plus tragiques de la guerre en Ukraine pour les civils est la contamination des territoires par des engins explosifs, principalement des mines antivéhicule et antipersonnel. Leur dépollution peut prendre des décennies : les substances explosives utilisées dans ces munitions ne se dégradent pas avec le temps, et des incidents impliquant des munitions datant de la Seconde Guerre mondiale continuent d'être recensés sur l'ensemble du territoire ukrainien. Aujourd'hui, l'ampleur du problème est inédite. Selon la plateforme nationale d'action contre les mines « Demining Ukraine », en février 2026, **environ 132 076 km² du territoire ukrainien étaient exposés à un risque de contamination** par des mines et des restes explosifs de guerre, soit presque un quart de la superficie du pays. Plus de **41 924 km² ont déjà été rendus à un usage sûr**¹, mais une partie importante du territoire reste inaccessible en raison des hostilités actives et de l'occupation d'environ 18 % du pays. Les régions les plus touchées sont celles de l'est et du sud (Kharkiv, Donetsk, Louhansk, Zaporijjia, Kherson, Mykolaïv). C'est dans ces régions qu'ont eu lieu les combats les plus intenses et les occupations les plus longues, et dans certaines d'entre elles, les combats et l'occupation se poursuivent encore aujourd'hui.

« Retirer les mines antipersonnel et autres engins explosifs de l'est et du sud de l'Ukraine pourrait prendre des décennies. Ces menaces continueront à mettre les civils en danger et à perturber leurs moyens de subsistance pendant des années. Entre-temps, les habitants de ces régions doivent continuer à vivre — cultiver leurs terres et envoyer leurs enfants à l'école — alors même que le danger des mines est omniprésent. » — Anne Héry, Directrice du plaidoyer et des relations institutionnelles, Handicap International-Humanity & Inclusion

1. L'utilisation de mines en Ukraine

Les mines antipersonnel sont des engins explosifs conçus pour être déclenchés par la présence, la proximité ou le contact d'une personne. Leur objectif principal est de blesser ou de tuer, et elles représentent une menace durable pour les civils même des décennies après la fin des conflits. Le Traité d'interdiction des mines (Convention d'Ottawa, 1997) interdit l'utilisation, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel. Les mines antivéhicule, quant à elles, sont

¹ Données issues de la plateforme Demine Ukraine ; ces chiffres n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante et peuvent ne pas refléter la situation la plus récente. Disponible à l'adresse : [Accueil | Demine Ukraine](#).

destinées aux véhicules plutôt qu'aux personnes. Elles ne sont pas couvertes par le Traité d'interdiction des mines, bien que leur usage soit réglementé par le droit international humanitaire.

Le problème des mines et des engins explosifs était déjà critique en Ukraine avant l'invasion russe à grande échelle, les hostilités ayant débuté en 2014. Toutefois, depuis février 2022, cette problématique s'est fortement aggravée. La zone des combats s'est considérablement étendue, les hostilités sont devenues plus complexes et plus longues, et une gamme beaucoup plus large d'armes est utilisée, y compris les armes à sous-munitions.

« En Ukraine, ce que j'ai observé, c'est une densité de contamination beaucoup plus élevée, en particulier des mines antivéhicule placées bien plus près les unes des autres que ce à quoi l'on pourrait normalement s'attendre. Des mines antipersonnel ont aussi été posées en grand nombre, et cette tendance s'accroît avec des signalements indiquant que des drones sont également utilisés pour larguer des mines antipersonnel. Il existe un mélange très complexe de contamination : de vieilles munitions combinées à des systèmes très modernes, y compris des technologies que nous n'avons jamais rencontrées auparavant dans les contextes de dépollution humanitaire. » — Gary Toombs, Responsable des opérations techniques de libération des terres, Handicap International-Humanity & Inclusion

Usage des mines par la Russie en Ukraine

La Russie, qui n'est pas partie au Traité d'interdiction des mines, utilise largement des mines antipersonnel depuis l'invasion à grande échelle de 2022, provoquant des centaines de victimes et contaminant de vastes étendues de territoire. L'ampleur de la contamination par les mines et autres engins explosifs en Ukraine représente l'usage le plus massif de mines antipersonnel observé depuis des décennies. À ce jour, il n'est pas possible de documenter, d'inspecter et d'attribuer systématiquement l'usage continu de mines antipersonnel en Ukraine, au vu des éléments disponibles et du manque d'accès aux zones où les hostilités sont toujours en cours. Cependant, les données existantes indiquent que **l'usage de mines antipersonnel par la Russie est très répandu, avec au moins 13 types de mines antipersonnel déployés**. Les marquages d'usine présents sur certaines mines utilisées par la Russie montrent qu'elles ont été fabriquées à l'époque soviétique puis plus tard en Russie ; certaines mines antipersonnel ont aussi été produites en Russie aussi récemment qu'en 2021. Les forces russes ont également mis en place des pièges explosifs déclenchés par la victime autour des positions qu'elles ont prises, occupées ou fortifiées. Ces pièges étaient fabriqués à partir de différents types de grenades à main munies de fils-pièges, notamment des grenades F1, RGD5 et RGN. Ces pièges peuvent fonctionner comme des mines antipersonnel lorsque le mécanisme de mise à feu est activé par la victime, c'est-à-dire déclenché

involontairement par la présence, la proximité ou le contact d'une personne. Par le biais de publications sur les réseaux sociaux à la fin de l'année 2023 puis en 2025, les forces russes ont confirmé l'usage de drones pour déployer plusieurs types de mines terrestres, notamment les mines antipersonnel PFM-1, POM-2 et PMN-4, ainsi que les mines antivéhicule PTM-3 et PTM-4². En juin 2025, Human Rights Watch a signalé l'usage par la **Russie de drones quadrimoteurs armés pour terroriser des civils à Kherson**, en Ukraine³. L'ampleur de cette pratique augmente : des mines antipersonnel « papillon » sont camouflées puis larguées par drone directement dans les rues de la ville. Des incidents ont été recensés non seulement dans le district de Dnipro, où de telles mines avaient déjà été trouvées, mais aussi dans le centre-ville et dans le district de Korabelny et de Kherson.

Cette tendance montre à la fois **l'ampleur de la production et du déploiement** — en puisant dans d'anciens stocks tout en poursuivant une fabrication moderne — ainsi que la **position de défiance** adoptée par la Russie à l'égard des normes humanitaires internationales. Même si elle n'est pas liée par la Traité d'interdiction des mines, la Russie est partie à la Convention sur certaines armes classiques (CCW) et à son Protocole II modifié, qui régleme les mines et les pièges. Ses actions constituent donc une **violation manifeste de ses obligations au regard du droit international** et contribuent à des dommages massifs pour les civils ainsi qu'à une contamination durable en Ukraine.

Usage par l'Ukraine et obligations conventionnelles

L'Ukraine est un État partie au Traité d'interdiction des mines. Toutefois, depuis 2022, plusieurs indices laissent penser que l'Ukraine a également utilisé des mines antipersonnel, même si l'ampleur exacte de cet usage reste incertaine. L'Ukraine a hérité d'un important stock de mines antipersonnel après la dissolution de l'Union soviétique. Bien que l'Ukraine ait détruit plus de 3,4 millions de mines antipersonnel entre 1999 et 2020, y compris des mines PFM, elle a déclaré en dernier lieu un stock d'environ 3,4 millions de mines antipersonnel, donc potentiellement disponibles à l'usage. L'Ukraine poursuit toujours son enquête sur des allégations selon lesquelles ses forces armées auraient utilisé en 2022, dans et autour de la ville d'Izioum, des mines antipersonnel PFM-1 livrées par roquettes, alors que la ville était occupée par les forces russes. En juin 2024, l'Ukraine a affirmé respecter ses obligations internationales, y compris le Traité d'interdiction des mines, et a déclaré enquêter sur une éventuelle utilisation de mines antipersonnel par son personnel militaire. Elle a réitéré une déclaration similaire lors des réunions intersessionnelles du traité en juin 2025.

Les indices d'un usage de mines antipersonnel par l'Ukraine se multiplient, mais l'étendue précise de cet usage n'a pas encore été déterminée. Le 20 novembre 2024, l'administration du président américain Joe Biden a annoncé le transfert de mines antipersonnel à l'Ukraine, semblant revenir sur le moratoire de longue date des États-Unis sur l'exportation de mines antipersonnel, en vigueur depuis octobre 1992. Un transfert supplémentaire de mines antipersonnel a été annoncé le 2

² Rapport de l'Observatoire des Mines 2025. Disponible à l'adresse : [Landmine-Monitor-2025-Final-Online.pdf](#)

³ Human Rights Watch, « La Russie utilise des drones pour attaquer des civils en Ukraine ». Disponible à l'adresse : [HRW_Ukraine : La Russie utilise des drones pour attaquer des civils](#)

décembre 2024. Aucune de ces annonces n'a précisé les types ni les quantités transférés. L'Ukraine n'a pas fourni d'informations actualisées sur l'enquête relative à l'usage de mines lors des réunions ultérieures du Traité d'interdiction des mines.

Le 18 juillet 2025, l'Ukraine a notifié à l'ONU qu'elle avait décidé de « suspendre l'application » du Traité d'interdiction des mines. Or, le traité n'autorise pas les États parties à en suspendre l'application. Il ne permet pas non plus à un État partie de s'en retirer lorsqu'il est engagé dans un conflit armé.

La suspension des obligations de l'Ukraine au titre du Traité d'interdiction des mines affaiblit le droit international humanitaire et crée un précédent dangereux⁴.

« L'Ukraine fait face à l'un des environnements de contamination les plus complexes et les plus denses observés dans les conflits modernes, et toute extension de l'usage de mines antipersonnel ne fera qu'alourdir le fardeau humanitaire à long terme que le pays devra résoudre quoiqu'il advienne. La contamination en Ukraine n'est pas seulement un problème de temps de guerre, c'est un problème générationnel. Les décisions prises aujourd'hui façonneront la sécurité des civils, la reconstruction et la reprise économique pendant des décennies. » — Gary Toombs, Handicap International-Humanity & Inclusion

2. Victimes civiles

Incidence et conséquences pour les civils

À l'échelle mondiale, le **rapport de l'Observatoire des Mines** signale que **jusqu'à 90 % de l'ensemble des victimes de mines et de restes explosifs de guerre sont des civils**. En Ukraine, toutefois, **les statistiques nationales restent incomplètes** en raison de la guerre en cours, des restrictions d'accès aux territoires occupés et des retards de documentation. Il n'est donc pas encore possible d'établir une ventilation nationale pleinement fiable. Les survivants souffrent souvent de **blessures entraînant un handicap à vie, limitant leur capacité à travailler, à subvenir aux besoins de leur famille et à participer pleinement à la vie communautaire**. Au-delà du traumatisme physique immédiat, la présence de mines entretient la peur, restreint l'accès aux

⁴ Human Rights Watch, Contester la suspension par l'Ukraine de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Disponible à l'adresse [Challenging Ukraine's Mine Ban Treaty Suspension.pdf](#)

terres agricoles, aux écoles et aux services essentiels, et compromet la reprise socio-économique dans les régions affectées.

Les statistiques des victimes de mines et d'engins explosifs en Ukraine ont connu une évolution catastrophique depuis le début de l'invasion à grande échelle. Entre février 2022 et février 2026, **les mines et les restes explosifs de guerre ont tué 483 civils** (384 hommes, 53 femmes, 27 garçons, 5 filles, ainsi que 12 adultes et 2 enfants dont le sexe n'est pas encore connu) et **blesé 1 196 civils** (870 hommes, 125 femmes, 106 garçons, 25 filles, ainsi que 53 adultes et 17 enfants dont le sexe n'est pas encore connu)⁵. Les chiffres réels pourraient être nettement plus élevés en raison de l'accès limité aux territoires occupés et des retards de documentation.

« J'avais 20 ans lorsqu'une explosion s'est produite alors que je me rendais au travail par un chemin de campagne. En un seul instant, j'ai perdu la vue, mes deux jambes et j'ai failli perdre la vie. Mais j'ai survécu — et maintenant j'apprends à vivre à nouveau. » — Yulia, survivante d'une mine antivéhicule, région de Kharkiv

Le traumatisme par explosion de mine est l'un des plus complexes en médecine, car il combine des lésions mécaniques, thermiques et chimiques. Les blessures les plus courantes sont les plaies par éclats — environ 95 % des cas — qui affectent les tissus mous, les organes internes et la tête. Les amputations de membres surviennent principalement lors de l'explosion de mines antipersonnel, telles que la PFM-1 « pétale ». Les traumatismes crânio-cérébraux représentent 15 à 17 % des cas, les lésions des organes internes dues au barotraumatisme environ 68 %, et les brûlures thermiques de la peau et des voies respiratoires jusqu'à 64 %. Ces données confirment que le traumatisme par explosion de mine est de nature multiple et entraîne des blessures graves et combinées nécessitant des traitements complexes et une rééducation de longue durée⁶.

Dans le même temps, **le système ukrainien de soins médicaux d'urgence reste gravement mis à l'épreuve par le conflit**. Depuis le début de la guerre à grande échelle le 24 février 2022, l'OMS a recensé au moins 2 881 attaques contre les soins de santé en Ukraine, touchant des personnels de santé, des établissements, des ambulances et des dépôts médicaux. Des milliers d'établissements de santé ont été endommagés ou détruits, réduisant les capacités de prise en charge des

⁵ Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations Unies en Ukraine, quatre ans après : fiche d'information (16 février 2026). Disponible à l'adresse : [2026-02-16 HRMMU_Four Years On_fact sheet_2.pdf](#)

⁶ [Analyse de la structure et des caractéristiques des lésions traumatiques chez les victimes de traumatismes de guerre | Medici perspektivi](#)

traumatismes⁷. Les attaques contre les infrastructures sanitaires et les coupures d'électricité ont entravé la réponse rapide et l'évacuation.

« Quand un traumatisme par explosion de mine entraîne un handicap, le processus d'accompagnement psychologique devient beaucoup plus complexe. Pour les personnes ayant survécu à des amputations ou à des blessures physiques graves, accepter la nouvelle réalité de leur corps est extrêmement douloureux et souvent profondément déstabilisant. Les sentiments d'épuisement et de désespoir affectent non seulement les victimes elles-mêmes, mais aussi leurs familles. » — Nataliia, psychologue, HI Ukraine

Pour **les personnes qui ont acquis des handicaps permanents à la suite de blessures liées aux mines**, les difficultés vont bien au-delà du traumatisme physique et psychologique. Un problème majeur touche de nombreuses villes ukrainiennes et plus encore les zones rurales : le manque de transports publics adaptés, l'accès limité aux soins médicaux et aux services de réadaptation, ainsi que l'absence de possibilités de participer pleinement à la vie communautaire. Ces obstacles systémiques aggravent l'isolement et freinent le rétablissement, laissant les survivants lutter non seulement contre les conséquences de leurs blessures, mais aussi contre des environnements incapables de soutenir leur inclusion⁸.

« Avant la guerre, je menais une vie active, nous étions heureux dans notre quotidien simple sur notre propre terre. J'aidais les habitants du village, j'aimais pêcher, aller dans la forêt chercher des champignons... Et maintenant ma vie se limite en réalité à quatre murs. J'ai perdu ma jambe, ma liberté de mouvement et la possibilité de faire ce que j'aimais. » — Mykhailo, victime d'une mine « papillon » (PFM1), région de Kharkiv

Derrière chaque chiffre, il y a une vie humaine, brisée ou arrachée à jamais. Ce sont des hommes et des femmes, des enfants et des personnes âgées, dont le destin a été détruit en un instant, et la douleur de leurs familles demeure pour toujours. L'ampleur réelle de la tragédie est bien plus

⁷ [OMS : les attaques contre les structures de santé ukrainiennes ont augmenté de 20 % en 2025](#)

⁸ Nations Unies - Ukraine, Analyse de la situation des droits des personnes handicapées en Ukraine. Disponible à l'adresse : [Analyse de la situation des droits des personnes handicapées en Ukraine](#)

grande encore, car l'accès aux territoires occupés est limité et la documentation est souvent retardée. Chaque cas non comptabilisé est une histoire supplémentaire de perte et une preuve de plus que la guerre continue à mutiler les vies même là où les combats actifs ont cessé.

Les mines et les engins explosifs sont des armes qui ne distinguent pas les militaires des civils. Ils continuent à tuer et à blesser longtemps après la fin de la guerre. **Ce n'est pas seulement un problème humanitaire, mais aussi un défi pour l'avenir : la restauration des territoires, le retour des habitants chez eux, la reconstruction de l'économie et de la société** sont impossibles sans un déminage systématique et sans soutien aux personnes touchées. **C'est pourquoi la lutte contre le risque des mines n'est pas seulement une question de sécurité, mais aussi de dignité humaine, de droit à la vie et d'avenir.**

3. L'impact humanitaire

Besoins humanitaires et impact sur les civils

Dans les zones de front, où l'intensité des bombardements et des destructions est particulièrement élevée, on estime que 3,5 millions de personnes vivent à moins de 50 km de la ligne de front, dont environ 3,1 millions auront besoin d'une aide humanitaire en 2026. Une part importante de ces besoins est directement liée aux risques posés par les mines et les munitions non explosées, qui limitent l'accès au logement, aux services et aux moyens de subsistance, tout en faisant peser une menace constante sur la vie des civils⁹.

« En Ukraine, l'attachement profond à son lieu de vie, à sa terre et à sa maison signifie que beaucoup de personnes, en particulier les plus âgées, sont réticentes à partir malgré les risques liés à la contamination par les mines. Ce lien maintient des familles en danger, limite leur existence et accroît leur exposition. Malgré l'usage indiscriminé et non tactique par l'armée russe des mines PFM comme arme de terreur contre les civils, même après quatre ans d'invasion à grande échelle — et pour beaucoup plus d'une décennie de guerre — la force de cet attachement reste frappante. Cela conduit à une réticence à quitter les régions de front, ce qui augmente la probabilité de vivre dans des zones contaminées et d'être exposé à des risques plus élevés. » — Alexandra Kennett, Coordinatrice HMA, Danish Refugee Council Ukraine

⁹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Plan des besoins humanitaires et d'intervention pour l'Ukraine 2026 – Section 1.2 : Besoins humanitaires et risques. Disponible à l'adresse : [Plan des besoins humanitaires et d'intervention pour l'Ukraine 2026 / Partie 1 : Besoins humanitaires](#)

« À Mykolaïv, nous avons eu un cas dans le parc municipal “Dubky” — un endroit où les gens se promènent, courent et passent leur temps libre. Nous y avons trouvé deux champs de mines contenant 46 engins explosifs qui représentaient une menace mortelle pour chaque visiteur. Cela montre que le danger des mines n'existe pas seulement sur les lignes de front, mais aussi dans des lieux censés être sûrs pour les civils. Chaque mètre carré déminé dans de tels lieux signifie une vie sauvée. »
— Ivan Kubrak, Coordinateur du programme de déminage,
DanChurchAid & Norwegian Church Aid en Ukraine

Plus de 500 000 enfants en Ukraine fréquentent des écoles situées dans des zones contaminées par les mines, et dans le même temps une victime de mine sur neuf est un enfant¹⁰. Le danger est partout. Les enfants rencontrent des explosifs sur le chemin de l'école, dans les aires de jeu, dans les forêts et même à l'intérieur de leur foyer. 40 % de tous les incidents se produisent dans l'enceinte ou sur le trajet de l'école¹¹.

« Le danger des mines fera partie de notre vie pendant de nombreuses années, peut-être même des décennies. C'est pourquoi les règles de conduite liées à la sécurité face aux mines doivent devenir aussi familières que le code de la route — de l'enfance à l'âge adulte. C'est un problème extrêmement grave qui exige un travail systématique à tous les niveaux, depuis les politiques publiques et l'éducation jusqu'aux communautés locales. » — Ivan Kubrak, Coordinateur du programme de déminage, DanChurchAid & Norwegian Church Aid en Ukraine

Risques accrus pour les personnes déplacées internes

Le déplacement en Ukraine ne signifie pas seulement la perte du logement : il implique aussi de faire face à des risques mortels lors des tentatives de retour, car les zones nouvellement accessibles restent souvent dangereuses et contaminées par des mines ou des munitions non explosées. De nombreuses personnes déplacées rêvent de rentrer chez elles, mais routes, champs, berges et zones résidentielles dissimulent des dangers invisibles qui continuent de tuer et de

¹⁰ Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations Unies en Ukraine, quatre ans après : fiche d'information (16 février 2026). Disponible à l'adresse : [2026-02-16 HRMMU_Four Years On_fact sheet_2.pdf](#)

¹¹ Ukraine Mine Safety: Children, Global Giving report. Disponible ici: [Ukraine_Mine_Safety_Children_GlobalGiving_Report_1.pdf](#)

blessés. Pour réduire les pertes humaines et permettre un retour digne, les personnes déplacées ont besoin d'une éducation continue aux risques liés aux mines, d'une planification du retour en sécurité et d'un soutien humanitaire durable.

« Les mines antipersonnel sont le type de contamination le plus dangereux parce qu'on ne sait jamais où elles sont cachées. Les ingénieurs militaires russes les ont camouflées sous terre, ont modifié leurs réglages d'usine et ont laissé des "surprises" dans les zones peuplées après leur départ. Les progrès des technologies modernes permettent désormais le minage à distance à l'aide de drones. Cela crée un danger combiné qui restera avec nous pendant des années. Pour la population civile, c'est une peur constante et une menace invisible contre laquelle il est impossible de se protéger seul. » — Yuriy Sereda, Responsable régional des enquêtes non-techniques, FSD (Fondation Suisse de Déminage)

Conséquences sur l'agriculture et l'environnement

Depuis 2022, **les mines antipersonnel figurent parmi les facteurs les plus graves du déclin du secteur agricole ukrainien**. D'importantes superficies restent incultivables en raison des explosifs, ce qui entraîne une baisse des récoltes, des pertes de production et une diminution des revenus agricoles. Même dans des régions relativement sûres, les risques liés aux mines augmentent les coûts de production, découragent l'investissement et compliquent la reprise. En conséquence, le secteur agricole — essentiel pour la sécurité alimentaire de l'Ukraine et du monde — subit des pertes durables et nécessite des programmes de déminage à grande échelle pour retrouver son potentiel¹².

La contamination par les mines reste un obstacle majeur au développement agricole et à la reprise verte. Elle entrave l'utilisation des terres fertiles, limite l'investissement et menace la sécurité alimentaire. L'Ukraine reste l'un des pays les plus minés au monde, ce qui complique la réalisation de son potentiel comme fournisseur mondial de céréales et comme acteur de premier plan d'une reprise résiliente au climat¹³.

« Actuellement, la priorité est donnée au déminage des terres agricoles et des routes, ce qui est positif, mais le déminage ne peut pas se limiter

¹² Marché céréalier en Ukraine 2025. Disponible ici : [Grain-Market-in-Ukraine-2025_ukrainian.pdf](#)

¹³ Istituto per gli Studi di Politica Internazionale, Landmines and Land Use: Unblocking Ukraine's Rural and Climate Recovery. Disponible ici: [ISPI Landmines and Land Use: Unblocking Ukraine's Rural and Climate Recovery](#)

à ces seules zones. Les lisières forestières, les réservoirs et d'autres espaces utilisés quotidiennement par la population restent dangereux et nécessitent aussi une attention. Il s'agit de zones situées à la périphérie des terres agricoles où les habitants collectent du bois de chauffage, vont chercher de l'eau ou passent simplement du temps ; elles ont tout autant besoin d'être dépolluées. » — Mykola Vihirinsky, Directeur adjoint des opérations, Association ukrainienne des démineurs

À ce jour, les régions de Kharkiv et de Kherson demeurent les plus fortement minées parmi les zones nouvellement accessibles, car les troupes russes y sont restées longtemps. Les forces russes ont fait preuve d'un niveau inquiétant d'ingéniosité dans l'usage de pièges explosifs, en les attachant, selon les informations rapportées, à des animaux et à des restes humains, et en posant des pièges doubles ou triples sur les routes, dans les champs et dans les forêts. Il existe aussi des signalements selon lesquels des terres agricoles auraient été délibérément contaminées par des engins explosifs, rendant les parcelles impropres à la culture et à l'activité économique.

« Dans la communauté d'Oskil, dans la région de Kharkiv, la présence massive de PFM était flagrante. Même après un déminage d'urgence, des familles se retrouvaient avec des jardins contaminés : une mère était trop effrayée pour laisser ses enfants jouer dehors. Ces zones semi-urbaines sont négligées, car les efforts de déminage privilégient les grandes terres agricoles, créant un dangereux déficit de services. Cela souligne le besoin urgent de structures permettant aux ONG de répondre aux risques au niveau communautaire, avec une logique d'impact humain plutôt qu'une focalisation uniquement économique. Comment cette mère peut-elle garantir la sécurité de son jardin — pour ses petites récoltes et, surtout, pour que ses enfants puissent jouer ? » — Alexandra Kennett, Danish Refugee Council Ukraine

Les mines et autres REG sont extrêmement toxiques pour l'environnement : la fragmentation des explosifs libère dans le sol des métaux lourds comme le chrome, le zinc, le fer, le cuivre ou le mercure ; ceux-ci pénètrent ensuite les eaux souterraines et contaminent les rivières Dniestr, Dniro et Donets du Nord, affectant gravement la sécurité de l'eau. Les mines activées par les animaux provoquent des incendies de forêt, entraînent des déplacements massifs de la faune et dévastent la biodiversité. Près de 44 % des réserves naturelles et parcs naturels d'Ukraine (environ 900) se trouvent aujourd'hui sous occupation ou dans des zones de combats actifs. Environ 30 000 km² de forêts ont été touchés par la guerre et devront faire l'objet d'inspections de dépollution.

Les besoins de dépollution des mines marines dérivantes ou ancrées en mer Noire, ainsi que des berges du Dniro, du Dniestr et du Donets du Nord, restent encore à évaluer. Mais sans cette évaluation puis la mise en œuvre des opérations de décontamination requises, il n'y aura pas de

retour à une navigation normale ni d'utilisation sûre des ports et ports commerciaux, qui resteront fortement limités, voire impossibles à exploiter¹⁴.

Relèvement et besoins de reconstruction

Depuis l'escalade du conflit en 2022, **l'Ukraine est devenue l'un des pays les plus contaminés par les mines au monde**. Selon la cinquième évaluation rapide des dommages et des besoins (RDNA5), **les besoins totaux de relèvement et de reconstruction liés à la gestion des risques explosifs sont estimés à 27,6 milliards de dollars américains sur la période décennale 2026–2035¹⁵**.

« Les Ukrainiens vivent aujourd'hui au milieu de la plus grande contamination par les mines au monde. Dans les régions orientales et méridionales du pays, les mines et les engins explosifs restreignent la vie de chacun, des champs, forêts et parcs jusqu'à leurs propres maisons. C'est une menace permanente qui rend impossible de se sentir en sécurité où que ce soit. Ce qui rend notre situation unique, c'est que le déminage humanitaire se déroule en même temps que des hostilités actives ; tant que la guerre continue et que les terres ne sont pas dépolluées, chaque Ukrainien est forcé de vivre avec un sentiment de danger et de peur. » — Ivan Kubrak, Coordinateur du programme de déminage, DanChurchAid & Norwegian Church Aid en Ukraine

4. L'organisation des activités de déminage en Ukraine

Le déminage en Ukraine s'organise comme une structure à plusieurs niveaux coordonnée par l'État en coopération avec des partenaires internationaux et nationaux. Parmi les acteurs clés figurent le **ministère de l'Économie en tant que coordinateur national, le Centre ukrainien d'action contre les mines (UANMAC) sous l'autorité du ministère de la Défense, ainsi que le Service d'État pour les situations d'urgence, aux côtés d'opérateurs internationaux et humanitaires et d'ONG nationales**. Des bailleurs tels que l'Union européenne et des gouvernements partenaires apportent un financement essentiel. Le système combine les opérations de dépollution humanitaire visant le retour sûr des civils, les enquêtes non-techniques destinées à identifier les zones dangereuses, les

¹⁴ [Demining in Ukraine, U.S.-Ukraine Foundation report.](#)

¹⁵ [Ukraine - Fifth Rapid Damage and Needs Assessment \(RDNA5\): February 2022 - December 2025](#)

programmes d'éducation aux risques explosifs pour la population et l'intégration du déminage dans les processus de relèvement, notamment dans le secteur agricole.

« Il est impossible de prévoir combien de temps l'Ukraine aura besoin pour dépolluer son territoire des mines. La guerre continue, la ligne de front bouge, et les opérateurs humanitaires ne peuvent pas travailler à moins de 20 kilomètres de celle-ci, ce qui laisse les niveaux de contamination inconnus. Dans les territoires stables, comme la région de Kyiv, le déminage progresse rapidement, tandis qu'à Kharkiv la proximité du front et les bombardements constants compliquent les avancées. Pourtant, certaines parties des terres agricoles prioritaires en 2024–2025 ont été déminées. Le nombre croissant d'opérateurs enregistrés permet d'accélérer le travail, mais tant qu'on ignore quand la guerre prendra fin, on ne peut évaluer ni l'étendue totale de la contamination ni le calendrier de la dépollution. » — Yuriy Sereda, FSD (Fondation Suisse de Déminage)

Selon la Stratégie nationale d'action contre les mines 2024–2033, l'Ukraine vise à dépolluer jusqu'à 80 % des zones nouvellement accessibles en dix ans¹⁶. Cette stratégie définit des priorités pour renforcer les capacités institutionnelles nationales, coordonner les efforts avec les partenaires internationaux et intégrer l'action contre les mines dans les cadres plus larges du relèvement et de la reconstruction. Elle insiste aussi sur l'assistance aux survivants et sur des approches inclusives afin que les communautés touchées puissent revenir en sécurité et reconstruire. Cependant, le système fait face à d'importants défis : l'immensité des zones potentiellement contaminées et leur évolution du fait de la phase active prolongée de la guerre, la complexité des munitions modernes, les risques élevés encourus par les démineurs et le besoin d'un financement stable ainsi que d'un soutien international durable.

« L'un des obstacles sérieux au déminage humanitaire à l'heure actuelle est la présence constante de drones de reconnaissance de la Fédération de Russie, qui surveillent en permanence ce qu'il se passe dans les zones proches de la ligne de démarcation ; malheureusement, des frappes de drones armés ou de missiles s'ensuivent ensuite. » — Yuriy Sereda, FSD (Fondation Suisse de Déminage)

¹⁶ Stratégie nationale de lutte contre les mines de l'Ukraine 2024-2033. Disponible à l'adresse : [STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LES MINES](#)

Les éléments présentés dans ce document démontrent l'ampleur et la complexité sans précédent de la contamination par les mines antipersonnel, antivéhicule et les restes explosifs de guerre en Ukraine, ainsi que ses conséquences humanitaires dévastatrices. Les civils restent sans protection, exposés chaque jour à des risques pour leur vie, leur santé et leurs moyens de subsistance, tandis que le relèvement et la reconstruction sont gravement entravés. L'usage massif des mines par la Russie, et la déclaration de suspension par l'Ukraine de ses obligations au titre du Traité d'interdiction des mines, font peser de graves menaces sur les normes internationales et créent de dangereux précédents. Répondre à cette crise exige une action urgente et coordonnée des autorités nationales, des bailleurs et de la communauté internationale afin de protéger les civils, d'accélérer la dépollution et de garantir une assistance centrée sur les survivants.

5. Recommandations

- **Aux autorités russes :** la Fédération de Russie doit cesser immédiatement d'utiliser des mines antipersonnel et des pièges explosifs déclenchés par les victimes, interdits par le droit international humanitaire. La Russie doit respecter ses obligations au titre de la Convention sur certaines armes classiques et du Protocole II modifié, mettre fin au déploiement de mines par drones et autres moyens à distance, et assumer la responsabilité des dommages massifs causés aux civils et à l'environnement.
- **Aux autorités ukrainiennes :** l'Ukraine doit respecter pleinement ses obligations au titre du Traité d'interdiction des mines et ne pas utiliser de mines antipersonnel, malgré la suspension annoncée. Les autorités doivent donner la priorité à des opérations de dépollution de grande ampleur, intégrer l'action contre les mines dans les cadres nationaux de relèvement et faire de l'assistance aux survivants un pilier central de la reconstruction, avec une attention particulière pour les personnes handicapées, les enfants et les communautés rurales.
- **Aux bailleurs :** les gouvernements et institutions de financement doivent poursuivre le soutien des programmes de libération des terres, de déminage et d'assistance aux victimes en Ukraine. L'action contre les mines doit être intégrée dans les cadres plus larges de relèvement et de reconstruction, notamment dans l'agriculture, le logement et les infrastructures, afin de garantir un retour sûr des populations et une reprise économique durable. Les bailleurs devraient également soutenir des services inclusifs et centrés sur les survivants, y compris la réadaptation, le soutien psychosocial et les programmes de moyens de subsistance.
- **À la communauté internationale :** la communauté internationale doit renforcer le plaidoyer mondial contre l'utilisation d'armes prohibées, préserver l'intégrité du Traité d'interdiction des mines et rejeter tout précédent de suspension pendant un conflit armé. Les États parties et les acteurs humanitaires doivent continuer à documenter et dénoncer l'usage des mines, mobiliser une pression politique pour protéger les civils et veiller à ce que l'action contre les mines demeure une priorité dans la réponse humanitaire et dans la planification du relèvement.

Publié par Handicap International – Humanity & Inclusion

Site web : <http://www.hi.org>

Cette publication a été élaborée par Handicap International - Humanity & Inclusion (HI) à des fins de plaidoyer conformément à son mandat humanitaire. Les références aux traités et conventions internationales, notamment au Traité d'interdiction des mines, reposent sur des informations publiquement disponibles et sur des documents officiels. Malgré tous les efforts déployés pour garantir l'exactitude et le traitement éthique des données, HI ne peut garantir l'exhaustivité des sources externes. Ce document vise exclusivement à alimenter le plaidoyer et le dialogue politique conformément à la mission humanitaire de HI. Cette publication a été produite avec le soutien financier du Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France (CDCS) et de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC). Les points de vue et opinions qui y sont exprimés sont ceux de Handicap International et ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements français et suisse.

Première publication en avril 2026, © Handicap International.

Handicap International est enregistré en France sous les références suivantes : n° SIRET 519 655 997 00038 - code APE 9499Z.

Cette publication est protégée par le droit d'auteur, mais peut être reproduite par tout moyen sans frais ni autorisation préalable à des fins pédagogiques, mais non à des fins de revente. Pour toute copie dans d'autres circonstances, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès de l'éditeur, et des frais peuvent être exigés.

Légende de couverture : route de la région de Kharkiv, champs minés et maisons et jardins voisins des habitants. Septembre 2025. © L.Hutsul / HI